

Budget de la recherche le gouvernement Raffarin et la fabrication du déclin

Incapable de fixer un cap pour notre pays, le gouvernement s'est lancé dans un exercice de bricolage budgétaire à l'issue inquiétante. A l'affût de la moindre économie, le gouvernement fait des choix dangereux. Il sacrifie parfois l'avenir pour tenter de restaurer des équilibres de court terme qu'il a lui-même mis en péril par sa politique inefficace et injuste.

Culture, recherche, enseignement supérieur, aide au développement : toutes les dépenses sans impact immédiat sont réduites à la portion congrue. Cette méthode joue contre le rayonnement de la France, elle joue contre son avenir.

L'Essonne, département jeune et dynamique, un des cœurs de la recherche française, **va très rapidement subir les effets de la nouvelle stratégie gouvernementale** : le pôle de physique fondamentale du CEA est mis en danger par des coupes budgétaires.

Pour les chercheurs, les techniciens, le personnel de soutien, les thésards, les entreprises du secteur, chaque jour fournit son cortège d'inquiétudes. **Le gouvernement veut des applications directes et ne souhaite plus investir dans le long terme.**

Pourtant, les grandes découvertes de demain dépendent sans doute des résultats de la recherche en physique. **En affaiblissant le CEA, le gouvernement Raffarin fait sortir la France du cercle des grandes nations de recherche en réduisant sa capacité à produire des avancées dans des secteurs aussi essentiels que l'énergie, l'aérospatiale ou encore la médecine.**

Alors même que tous les économistes, tous les décideurs publics s'accordent sur l'importance de l'investissement dans la recherche pour une nation, **le gouvernement** qui dit agir pour la croissance, **ampute les budgets qui, le mieux, peuvent la générer et créer les emplois de demain.**

Outre l'affaiblissement de notre recherche, ces choix vont provoquer un départ des cerveaux vers les pays donnant les moyens aux chercheurs de travailler. Bien plus que la pression fiscale, l'impossibilité pour les jeunes diplômés, formés dans nos Universités, d'exercer le métier correspondant à leur formation constitue une incitation à l'exode.

Julien DRAY, François LAMY et Manuel VALLS demandent donc au gouvernement de :

- **Revenir** sur les coupes budgétaires dans la recherche en général et sur sa décision d'affaiblir la recherche fondamentale du CEA en particulier.
- **Tenir** la promesse du Président de la République annoncée lors de la campagne présidentielle de 2002 : 3% du PIB consacré à la recherche en 2010.
- **Réactiver** le plan pluriannuel de relance de l'emploi scientifique, adopté par le gouvernement Jospin, qui permet un renforcement de la recherche publique et qui offre une perspective à la jeunesse française.

Contact téléphonique

Antoine PAVAMANI, assistant parlementaire : 06.09.17.51.39